



Ministère de la Transition Ecologique et de la Cohésion des Territoires

Marché public relatif à la conception, la mise en service, l'exploitation, la commercialisation et le maintien en conditions opérationnelles et de sécurité du Service Numérique Multimodal Titre Unique (SNMTU) pour les phases d'expérimentation et de passage à l'échelle du projet Titre Unique

RÉPONSES A DES QUESTIONS POSÉES PAR UNE ENTREPRISE

Question n° 65 :

Nous percevons deux informations qui nous semblent contradictoire au regard de vos réponses aux questions. En effet, vous affirmez dans votre réponse à la question Numéro 3 :

« Dans le cadre du présent projet TU, il n'est pas nécessaire d'avoir été FSNM, au préalable, pour répondre au marché »

Pour autant, vous indiquez dans la réponse à la question 12 :

« Ce statut (d'agence de voyage) pourra être nécessaire dans le cadre d'évolutions pour permettre la vente des billets des services librement organisés ou des services commerciaux à longue distance. »

Quelle est la plus-value de l'agence de voyage pour traiter ce cas spécifique par rapport à ce que saurait faire un agent qui est capable d'encaisser des recettes privées et publiques ?

Puisque le titulaire n'a pas besoin d'avoir été FSNM (ni agence de voyage) qui assurerait le rôle d'agence de voyage ?

Nous pensons qu'il n'est pas possible, pour un acteur qui n'est pas déjà agence de voyage, de s'engager dans la voie d'une création d'agence de voyage dans les délais contraints de réponse et cet élément peut remettre en compte notre capacité à répondre.

Réponse n° 65 :

Le statut d'agence de voyages n'est pas requis des Soumissionnaires.

Question n° 66 :

Des frais bancaires différents s'appliquant sur la plateforme Titre unique et sur les plates formes partenaires, qui prend en charge cette différence de cout dans le cas où les frais TU seraient plus élevés et dans le cas où la DGITM souhaite proposer les produits aux mêmes tarifs sur l'ensemble des plates formes. Par exemple, les frais étant calculés en fonction de seuils, ils risquent d'être

plus élevés sur une plateforme qui se lance comme le TU que sur une plateforme établie.

Réponse n° 66 :

La plateforme PNI expose un prix de vente unique pour chaque produit tarifaire et en collecte le paiement intégral, quel qu'en soit le FSNM qui les distribue.

Pour la vente de titres effectuée via les médias TU, les GS partenaires reçoivent l'intégralité de leur recette, sans devoir verser de commission au FSNM TU, celui-ci étant rémunéré par la DGITM pour ces actions de distribution.

Pour la vente de titres effectuée via les médias d'un FSNM tiers, il appartiendra au FSNM tiers et au GS partenaire de définir les modalités de rémunération de cette distribution (calcul de commission). Dans le cadre de la Tranche Ferme et des Tranches Optionnelles, le Titulaire n'a pas à calculer une commission éventuellement due aux FSNM Tiers, ni à gérer les flux financiers de rémunération des FSNM tiers, car aucun FSNM tiers n'est encore connecté à la PNI.

Il n'y a donc aucune différence de coûts à compenser par le Titulaire vis-à-vis des GS partenaires.

Question n° 67:

L'émission de la carte virtuelle TU pour une utilisation en OpenPayment (et donc en Postpaiement) est réalisable techniquement mais nous ne comprenons pas la finalité de ce produit dans le cadre du compte Mobilité ni les cas d'usages à couvrir.

En effet, il n'est pas nécessaire d'émettre une carte en propre pour assurer ce service alors qu'il est rendu nativement par les cartes de paiement en circulation.

Par ailleurs, l'émission d'une carte implique des coûts et des complexités techniques, réglementaires et de risques qui ne semblent pas en adéquation avec la simplicité de l'offre souhaitée

Bien entendu, la mise en place d'un débit différé embarque une complexité réglementaire et un risque plus élevé.

Les éléments à disposition à date dans le CDC ne nous permettent pas de nous engager sur une trajectoire et un coût pour la prestation liée à l'émission d'une carte et la gestion du débit différé

Pour ces raisons, nous souhaitons que cette option fasse l'objet de négociation dédiée si la DGITM souhaite la lever le moment venu.

Réponse n° 67 :

Les attendus du déploiement d'une carte EMV « transport » sont les suivants :

- Donner accès à tous les territoires ayant déployé une solution Open Payment avec l'offre de mobilité post payée TU, sans que ceux-ci aient à faire le moindre développement ;
- Proposer aux usagers le suivi de tous leurs déplacements et dépenses associées au sein de leur compte mobilité TU (l'usage de sa carte bancaire nécessite d'ouvrir autant de comptes usagers qu'il y a de réseaux Open Payment) ;
- Ouvrir la possibilité d'une tarification combinée et/ou de plafonnement pour des déplacements multi-réseaux, ce que ne permettent pas aujourd'hui les solutions Open Payment, non connectées entre elles.

Nous sommes conscients que cette approche nécessite de porter les coûts et difficultés inhérents à l'émission de cette carte EMV « transport ». Au vu des questions relatives à la gestion du risque, il est demandé l'émission d'une carte EMV Transport de type prépayée.

Le CCTP est modifié en conséquence.

Question n° 68 :

Le référentiel Observatoire des mobilités est compris dans le périmètre de la PNI. Ce référentiel est bien un référentiel propre à la PNI ? Est-il bien à considérer comme un livrable de la solution ?

Réponse n° 68 :

Le référentiel dénommé "Observatoire des mobilités " dans le schéma de l'article 11 du CCAP correspond au référentiel "Référentiel Observatoire des usages du SNM TU" décrit au 03.2.04.4 du CCTP.

Le référentiel "Référentiel Observatoire des usages du SNM TU" est bien un référentiel de la PNI et est un livrable de la Solution TU.

Question n° 69 :

Il est également question d'édition de rapports de surveillance de la fraude éditables par la DGITM, les AOMs et les opérateurs au travers d'un frontal back-office.

Pouvez-vous préciser l'usage de ce référentiel en dehors du cadre de ces rapports ? Attendez-vous une solution d'analyse statistique des données présentes dans ce référentiel et, le cas échéant, avec quels degrés de liberté ?

Cette solution doit-elle être open-source à l'instar du référentiel ?

Réponse n° 69 :

Le référentiel Observatoire des usages SNM TU a vocation à collecter les données relatives au suivi et à la surveillance de la fraude. Il sert également d'hébergement pour les données anonymisées de ventes et d'usages à des fins d'analyse statiques (cf. §03.2.04.4 du CCTP).

Les outils d'analyse statistique génériques sont fournis dans le cadre du Module d'Administration et de Reporting (cf. 03.2.01.9 du CCTP) et les outils proposés sont laissés au libre choix du soumissionnaire.

Un outil dédié pour l'édition de rapports de surveillance de la fraude peut être proposé si jugé pertinent par le soumissionnaire.

Le Module de Détection de la fraude (cf. 03.2.03.5 du CCTP) fait partie de la zone fonctionnelle 2. Les outils d'analyse hériteront des modalités de transférabilité des modules fonctionnels auxquels ils sont associés, sauf s'il s'agit de logiciels Open Source ou de Progiciels Tiers.

Nous rappelons que les modules concernés par la zone 1 ne doivent PAS obligatoirement être en open source, mais il est demandé, à minima, la fourniture du code source en fin de marché pour la transférabilité de la maintenance.

Question n° 70 :

En open payment, comment l'utilisateur dispose dans l'appli mobile TU de son parcours d'usage détaillé ?

Réponse n° 70:

La mise en œuvre du module d'émission de carte EMV transport prévue dans le cadre de la Tranche Optionnelle 4 doit s'accompagner d'une mise à jour du module compte mobilité afin de permettre à l'utilisateur d'avoir accès à l'historique de l'ensemble de ses trajets, effectués dans des réseaux Open Payment (avec sa carte EMV transports) ou dans d'autres réseaux acceptant l'offre de mobilité post payée TU.

Pour les trajets effectués avec sa carte EMV transport, il appartiendra au Titulaire de préciser en phase d'études, comment il prévoit de reconstituer les trajets à partir des transactions (« taps ») effectuées avec la carte EMV transport et/ou des opérations de paiement venant des réseaux visités.

Question n° 71:

Pouvez-vous nous expliciter l'intérêt de disposer d'un support de titre en QR normé et en NFC alors qu'il n'est pas prévu que l'utilisateur présente son titre devant un valideur et le contrôle par un agent ne nécessite pas le recours au QR et au NFC ?

Réponse n° 71 :

La distribution de titres aux formats m-tickets CB2D normalisés (puis m-tickets NFC normalisés en Tranche Optionnelle) est prévue comme devant être pérenne et accessible à tout FSNM connecté à la PNI. Pour cette raison, tout recours à un format de m-ticket propriétaire est proscrit.

La mise en place de la validation sur équipement ou de contrôle automatisé sur les portables de contrôle dans les territoires pilotes de la Tranche Ferme doit pouvoir se faire sans évolution de la solution TU, des applications mobiles des FSNM partenaires et selon le calendrier défini par chaque territoire. Ces évolutions des équipements et solutions billettiques locales sont portées par chaque territoire pilote, et leur coût est attendu comme étant modéré de la part des billetticiens puisque basé sur l'implémentation de la même norme sur l'ensemble du territoire.

Pour rappel, le contrôle de l'offre de mobilité post payée est disponible dès la tranche ferme à l'aide de l'application mobile de contrôle TU (cf. 03.3.01) du CCTP).

Question n° 72 :

Les candidats peuvent proposer des cartes à débit différé ou des cartes à débit immédiat. Sachant que l'encours carte est rémunéré par une ligne au BPU, pourquoi laisser le choix entre les 2 types de cartes alors que le niveau de rémunération sera sensiblement différent ?

Réponse n° 72 :

Voir réponse à la question 67

Question n° 73 :

Concernant la rémunération du FSNM TU

Dans votre Réponse n° 47 vous écrivez : « La rémunération du Titulaire au titre du FSNM TU est prévue dans le bordereau des prix unitaires (prix BPU.10 à BPU.25). Elle doit couvrir notamment l'ensemble des prestations et des provisions pour risque portées par le Titulaire »

Ces lignes représentent des coûts bancaires de fonctionnement des schémas de cartes. Avez-vous prévu dans la rédaction de vos conventions, la prise en compte d'une commission de revente/distributeur d'un titre, comme il se fait habituellement ?

Réponse n° 73 :

Il n'est pas prévu de rémunérer le Titulaire en tant que FSNM TU autrement que par les lignes prévues au BPU.

Question n° 74 :

Vous expliquez dans vos réponses qu'il ne faut pas avoir un statut de "vendeur" pour être FSNM.

Pourtant FSNM est une « entité morale » qui doit mettre en place une garantie bancaire. En général dans le domaine du transport public, ce statut est porté par une Région, une entité administrative, un syndicat de mobilité ou une entité de type SPL. Comment voyez cette mise en place au sein d'un groupement d'industriels privés ?

Réponse n° 74 :

En cas de groupement, les garanties nécessaires pour tenir le rôle de FSNM TU devront être apportées par le mandataire et/ou un des co-traitants du groupement. Il n'est pas exigé de garanties autres que celles stipulées dans la LOM et ses décrets d'application comme indiqué à l'article 04.7 du CCTP.

Question n° 75 :

Cette question se rapporte au chapitre 03.2.03.3 « Module Valorisation des déplacements »

Nous comprenons que le module réalise les fonctions principales suivantes :

1) Il renvoie le tarif estimé en fin de Trajet puis en fin de Déplacement, en fonction du profil tarifaire de l'utilisateur. Cette estimation doit s'effectuer en temps réel, de manière à pouvoir proposer à l'utilisateur une appréciation du prix à payer pour son Déplacement en cours ;

2) Il calcule sur une période donnée (cf. §03.1.04.1) le montant dû par usager à partir des déplacements effectués et selon son profil tarifaire

Nous comprenons que l'utilisateur va définir dans son compte de Mobilité TU et Mobilité Tiers son profil.

Il se trouve qu'un même profil (ex : jeune) est différent d'une Région et/ou d'un AOM à l'autre. Comment le Titulaire peut-il s'assurer que l'utilisateur a bien droit à ce profil et comment est-il prévu de gérer pour ce même usager l'accès aux bons tarifs ?

Réponse n° 75 :

Dans la cadre de la tranche ferme et des tranches optionnelles, seul le plein tarif sera traité. Toutefois la solution TU devra être évolutive pour appliquer des tarifs liés aux profils les plus courants, tels que ceux liés à l'âge ou à la détention d'une carte de réduction. Les modalités d'instruction de l'éligibilité de l'utilisateur à un profil donné et le rôle attribué au Titulaire seront définis lors des commandes de ses évolutions.

Question n° 76 :

Cette question est relative au chapitre 03.2.01.5

Dans la cadre de la tranche ferme et des tranches optionnelles, il n'est pas prévu de verser une commission aux FSNM partenaires. L'entièreté des recettes est donc ventilée entre les Bénéficiaires.

Alors que le Titulaire est responsable du développement des ventes et donc d'attirer les revendeurs (FSNM) Tiers, comment pourra-t-il atteindre cet objectif si la base même du commissionnement n'est pas possible ?

Réponse n° 76 :

Le Titulaire est rémunéré pour la conception, la mise en œuvre et l'exploitation de la solution TU, ainsi que pour les prestations d'assistance et de suivi de commercialisation du SNM TU. Il ne lui est pas demandé au titre du présent marché de réaliser des investissements qu'il financerait en propre et qui justifierait un commissionnement au même titre qu'un FSNM privé.

L'intégration de FSNM Tiers se fait à la demande des territoires pilotes et en réponse aux sollicitations de FSNM privés. Il n'est pas attendu de la part du Titulaire d'« attirer » des FSNM Tiers, mais simplement de les accompagner via des prestations d'assistance rémunérées via des bons de commandes afin qu'ils puissent se connecter à la PNI. Ce même rôle du titulaire s'applique également pour l'intégration des GS partenaires.

Question n° 78 :

Au vu de la réponse à la question n°50, nous comprenons que le compte débité lors d'un trajet Open Payment sera celui du titulaire.

Or, des mécanismes sécuritaires sont mis en place dans les systèmes OP afin de minimiser la dette. Ces mécanismes seront donc appliqués au titulaire et non à l'utilisateur, ce qui n'a pas de sens vis-à-vis des garanties émetteurs. Par ailleurs, la carte EMV transport est adossée à une carte EMV déjà enregistrée pour le post-paiement. Il y a un risque de confusion pour l'utilisateur.

Et dans le cas d'une carte EMV dématérialisée abondée par l'employeur, en cas de dépassement du solde de la carte, c'est le titulaire qui fait face à un impayé, sans les garanties des schémas et donc sans aucun contrôle.

Pouvez-vous reexpliquer les attendus?

Pour information, cette question se rapporte au fichier questions réponses 43 à 52- MINT sauf 44,45,48,49.

Réponse n° 78 :

Nous confirmons que l'usage de la carte EMV Transport de l'utilisateur entraîne un débit de la part de l'exploitant du réseau visité sur un compte géré par le Titulaire et assigné à l'utilisateur.

Il appartient effectivement au titulaire de mettre en place, à travers la solution proposée dans le cadre de la TO4, les traitements nécessaires liés à l'usage de chaque carte EMV transport dans les réseaux Open Payment :

- Traitement des demandes d'autorisation,
- Traitement des remises,
- Traitement des demandes de garantie partielle,
- ...

ainsi que les mécanismes de gestion de risque associés.

C'est bien le Titulaire qui fait face à un possible impayé en cas de dépassement du solde du compte associé à la carte EMV Transport.

Que ce soit pour l'usage de carte EMV Transport, ou de m-tickets CB2D ou NFC, dans le cadre de l'offre de mobilité post payée TU, le titulaire reste en responsabilité de l'encaissement à posteriori des sommes dues par l'utilisateur et doit de ce fait gérer le risque d'impayé.

Le fait d'abonder le compte adossé à la carte EMV transport par un versement employeur n'est pas prévu dans le cadre des Tranches Ferme et Optionnelles. Toutefois, si cela devait être mis en place à l'occasion d'une demande ultérieure, l'origine des fonds (utilisateur ou employeur) ne change rien à la gestion du risque qui est basée sur la balance du compte de l'utilisateur.

L'auto-déclaration effectuée par l'utilisateur dans l'application mobile pour indiquer le début de trajet peut permettre de mettre en priorité la carte EMV Transport si d'autres cartes de paiement sont dématérialisées sur le smartphone NFC de l'utilisateur, avec une éventuelle notification ou demande de confirmation par l'utilisateur afin d'éviter toute confusion.

Les attendus liés au souhait d'émettre une carte EMV Transport ont été rappelés en réponse à la question 67.

Question n° 79:

Dans le périmètre de la zone fonctionnelle 1, le titulaire peut faire le choix de mettre à disposition l'ensemble des briques pour être diffusées par l'acheteur sous une licence libre/open-source de l'article D323-2- 1 du CRPA ou de remettre les codes sources du module à l'acheteur à la fin du marché.

Pourriez-vous confirmer que la notation sera mesurée de manière équivalente quel que soit le modèle utilisé (Licence Libre ou Open Source ou Remise du code source)

Pour information, cette question se rapporte au CCAP DGITM-SDMINT-02- 2024_actualis, au

Réponse n° 79 :

Les modalités de transférabilité, renseignées par le soumissionnaire dans l'annexe 3 RC, concurrencent à l'évaluation du sous critère "Niveau de transférabilité de la Solution Titre Unique à la DGITM ou à un tiers, à l'issue du marché (cf grille de réponse)".

Elles sont jugées avec un niveau d'appréciation décroissant, dans l'ordre suivant :

1. Licence libre/open source en mode IaaS ou PaaS
2. Remise du code source en mode IaaS ou PaaS
3. Sous licence FRAND en mode IaaS ou PaaS
4. Sous licence FRAND en mode SaaS

Elles sont jugées pour l'ensemble du périmètre fonctionnel de la solution (zones fonctionnelles 1 et 2).

Question n° 81:

Est-il envisageable de positionner l'orchestrateur et le gestionnaire d'offre en zone fonctionnelle 2 en cas de brique déjà existante ?

Pour information, cette question se rapporte au CCAP_DGITM-SDMINT-02- 2024 / 11.3.3 Régime de la zone fonctionnelle 1 entièrement sous licence libre/ open source.

Réponse n° 81:

Les modules d'Orchestration distribution titres prépayés et de Gestion des Gestionnaires de service (module que vous appelez "gestionnaire d'offres" dans votre question) nous paraissent importants dans le rôle de plateforme d'intermédiation avec les solutions billettiques et de distribution digitale locales que vise la PNI.

Nous sommes conscients que des modules préexistants peuvent être proposés, mais ceux-ci devront être nécessairement adaptés et complétés dans le cadre de ce marché pour intégrer les différentes solutions locales.

Du fait de cette importance et des adaptations nombreuses attendues pour ce projet, nous maintenons ces 2 modules dans la zone fonctionnelle 1, c'est à dire en demandant de remettre les codes sources du module à l'acheteur à la fin du marché.